

“ POUR UNE CULTURE DE SANTÉ PUBLIQUE ”

La Mutualité Française tiendra son prochain congrès en septembre à Marseille. Rencontre avec son président, Éric Chenut, engagé pour la création et la diffusion d'une culture de santé publique.

Le Jas : Que pense la Mutualité Française de la situation du pays sur le plan sanitaire, social et démocratique ?

Éric Chenut : La baisse des taux de participation aux élections depuis la fin des années 1980, le déclin des structures d'engagement collectif que sont les partis politiques et les organisations syndicales, la montée du vote pour l'extrême droite, nombreux sont les aspects qui dénotent d'une crise démocratique profonde. Parallèlement, nous observons une volonté de s'engager qui reste active dans le secteur associatif et qui témoigne d'une vitalité certaine de la société civile. Cette situation appelle à une réaction collective, à un renouveau de la vie démocratique qui devra mieux articuler ses différentes formes - électorale, participative et sociale.

Les systèmes de santé et de protection sociale sont confrontés à des transitions systémiques, en particulier démographique, environnementale et numérique. Dans ce contexte, il faut trouver de nouveaux chemins pour refonder des protections sociales durables afin de saisir les opportunités liées aux évolutions structurelles en cours. Cela passe par un large débat que la Mutualité Française s'emploie depuis plusieurs années à alimenter en réinterrogeant le sens, le périmètre de la protection sociale ainsi que la répartition des prises en charge entre socle socialisé et couvertures mutua-



© Mutualité Française

lisées, en santé, prévoyance, épargne retraite et dépendance.

Enfin, le secteur sanitaire connaît une situation de crise structurelle à l'hôpital et aux urgences du fait d'un sous-investissement dans les soins de ville. Le secteur de la santé mentale est également touché. La prise résolue d'un virage préventif indispensable pour stopper la progression des maladies chroniques, une véritable réforme d'ampleur "Grand Âge Autonomie", que les évolutions démographiques appellent urgemment, sont sans cesse repous-

sées. Sur tous ces sujets, comme sur la fin de vie, les grandes options sont connues, les débats, les rapports sont là. Il faut désormais de la pédagogie et un large consensus pour engager des réformes systémiques qui nous concerneront tous, professionnels de santé, établissements, financeurs et assurés sociaux.

Le Jas : Quelles seraient les solutions les plus urgentes à programmer sur le plan social et sanitaire ?

E.C. : Les déserts médicaux et l'accès aux soins sont une préoccupation

prioritaire des Français. Actuellement, aux difficultés à trouver un médecin traitant ou un rendez-vous médical dans un délai raisonnable, s'ajoutent des difficultés criantes de recrutements dans de nombreux secteurs. C'est le cas des hôpitaux mais aussi des Ehpad et des structures du secteur du handicap, des services au domicile, des centres de santé, des pharmacies ou encore des crèches. Ces difficultés concernent l'ensemble des acteurs - public, privé lucratif, associatif et mutualiste. La Mutualité Française a alerté les autorités et formulé des propositions de court et moyen terme dans le cadre de la Mission confié à François Braun sur l'accès aux soins urgents et non programmés. Cette situation en effet exige des mesures rapides pour minimiser les risques pour les patients et les professionnels dans les prochaines semaines. Permanence des soins, coopération de l'ensemble des intervenants, information/orientation, télémedecine, assouplissement des règles de recrutement, mobilisation d'étudiants, des retraités... : tous ces leviers doivent être urgemment actionnés. La problématique excède cependant le seul cadre des urgences. Les situations de sous-effectif ne trouveront une réponse durable que si l'ensemble du système de soins est repensé, en lien avec les préoccupations des patients et des acteurs du soins et de l'accompagnement, quel que soit leur secteur. Les propositions de la Mutualité Française visent à restaurer le sens de l'exercice professionnel, développer l'exercice regroupé et le partage des compétences, rechercher une juste rémunération des professionnels de la

santé et faciliter leur pratique quotidienne. Il faut aussi mobiliser davantage les données, encourager le développement de solutions en aval du sanitaire et créer un choc de simplification.

Face à l'insuffisance globale du système de santé en matière de prévention, la Mutualité Française s'engage pour la création et la diffusion d'une culture de santé publique. La Mutualité défend notamment le déploiement de la

“
Les situations de sous-effectif ne trouveront une réponse durable que si l'ensemble du système de soins est repensé.
”

prévention pour tous, sur tous les lieux – à l'école, au domicile, en milieu professionnel – et propose en complément un dispositif permettant de valoriser l'action mutualiste dans ce domaine et de renforcer son rôle dans la définition de la politique de prévention.

Autre priorité, le grand âge et l'autonomie, pour laquelle la Mutualité Française considère qu'il faut passer de la parole aux actes et agir concrètement. Favorable à un accompagnement de la perte d'autonomie qui garantisse la liberté de choix du lieu de vie et limite le reste à charge, la Mutualité a formulé des propositions notamment en matière de prévention et de soutien des aidants, de mise en place d'une couverture généralisée de la dépendance ainsi que de simplification du finan-

cement et du pilotage du secteur médico-social.

Le Jas : Face aux enjeux démocratiques, la Journée nationale de la citoyenneté et de la fraternité peut-elle, selon vous, favoriser une revitalisation des grandes valeurs de la République ?

E.C. : Une telle journée est symbolique. Elle peut être un outil pédagogique, notamment pour la jeunesse, mais il faut aller plus loin. Le rôle des acteurs de la société engagée, des partenaires sociaux, de l'économie sociale et solidaire et naturellement des mutuelles, doit être mieux reconnu. Avec plus de 60 organisations, la Mutualité Française s'engage au sein du pacte du pouvoir de vivre pour faire bouger les lignes en matière économique, sociale et environnementale. Comme elle s'engage, avec ESS France, pour La République de l'ESS (www.ess-france.org/la-republique-de-l-ess). Pour retisser la nécessaire confiance à tout cadre démocratique, il faudra clarifier la place de la discussion, de la participation et de la décision. En tant qu'acteur de la société engagée, notre rôle sera de créer les conditions d'un rôle renforcé pour les femmes et les hommes qui nous accordent leur confiance et que nous protégeons, soignons ou accompagnons. Nous aurons à leur permettre d'être acteur de leurs parcours, en interaction avec leur cadre personnel, familial et professionnel, avec pour objectif leur complet bien-être physique, psychique, social et environnemental. C'est d'ailleurs l'un des grands enjeux de notre prochain congrès qui se tiendra du 7 au 9 septembre prochain à Marseille. ■